

Venezuela

Du 11 au 14 avril 2002 eurent lieu au Venezuela de grandes manifestations contre le régime en place de Hugo Chavez, organisées à l'initiative des classes moyennes et des nantis. Tout d'abord lâché par l'armée, Chavez fut évincé du pouvoir pendant deux jours, mais le commandant en chef de l'armée de terre, le général Efraim Vasquez, s'opposa ensuite aux mesures dictatoriales prises par Pedro Carmona qui avait succédé à Chavez. Carmona, qui était en outre le "patron des patrons" du Venezuela, avait dissous l'Assemblée nationale et les principales institutions, lancé une chasse aux sorcières contre les opposants et renvoyé aux calendes grecques de nouvelles élections législatives.

Chavez rentra triomphalement au palais présidentiel de Miraflores, le dimanche 14 avril à 2 h 50 du matin, au milieu d'une immense foule venue des banlieues pauvres de Caracas. Cette crise accentua incontestablement le fossé existant entre les 70 % pauvres de la population et les classes aisées.

Le dénouement de cette crise constitue un réel revers diplomatique pour les États-Unis, qui s'étaient démenées pour confirmer la destitution d'un président, pourtant élu démocratiquement à deux reprises, alors même que les représentants des 19 pays du Groupe de Rio condamnaient dès le 12 avril la « rupture de l'ordre constitutionnel » au Venezuela. Ainsi, les États-Unis se trouvaient-ils dans la position d'un Etat soutenant un putsch contre un gouvernement légitimement élu sur un programme de lutte contre la pauvreté....

Deux faits importants peuvent être relevés lors de ces événements :

1. L'armée joua un rôle d'arbitre dans l'issue de la crise, soutenant tour à tour l'opposition à Chavez, puis Chavez, mais montrant que le cliché qui veut que les armées latino-américaines soient nécessairement à la botte de l'impérialisme américain doit être revu ;
2. L'opposition très large des autres Etats latino-américains au coup d'Etat contre Chavez, malgré le soutien des États-Unis.

Pour rappeler ces événements vieux de dix ans, nos camarades de El Libertario, une organisation anarchiste vénézuélienne, nous ont fait parvenir le texte d'un tract qu'ils avaient diffusé à cette époque.

Toute personne désirant en savoir plus sur ce qui s'est passé pendant ces jours peut consulter (en espagnol) « Una encrucijada hacia ninguna parte » [A la croisée des chemins vers nulle part], brochure publiée par El Libertario en 2002, qui recueille huit textes disponibles à l'adresse :

<http://www.nodo50.org/ellibertario/descargas/folleto-abril-02.txt>

En outre, le groupe anarchiste Star, adhérent à la Fédération Ibérique des Jeunesses Anarchistes (Federación Ibérica de Juventudes Anarquistas-FIJA), a réalisé en juin 2009 une interview des camarades de El Libertario. Cette interview, traduite en français, est accessible sur

<http://monde-nouveau.net/spip.php?article373>

Eric Vilain

El Libertario

11-14 avril 2002

Ni Chavez, ni Carmona: l'autogestion est la voie

Compte tenu de la crise politique que traverse le Venezuela et qui se manifeste dans les événements survenus avant, pendant et après le 11 avril, les anarchistes jugent nécessaire d'exposer leur position.

1) Les politiques contradictoires de Hugo Chavez n'ont pas bénéficié aux secteurs les plus défavorisés du pays, augmentant en trois années de gestion les indices de pauvreté, de chômage et l'insécurité sociale. En outre, son gouvernement a répété les erreurs et les vices caractéristiques de ceux qui ont précédé. Cependant, les secteurs de l'opposition actuelle qui ont essayé de capitaliser politiquement en leur faveur des événements du 11 avril ne représentent en aucun cas une alternative distincte et satisfaisante.

2) Nous condamnons fermement tout coup d'Etat, d'où qu'il vienne. Nous nous opposons à la position prédominante tenue par les forces armées aujourd'hui pour résoudre un problème qui devrait être résolu par la participation directe et active de toute la société.

3) Nous nous déclarons opposés aux autoritarismes de gauche et de droite mis en évidence dans la manière de penser et les actes menés tant par les représentants du parti au pouvoir que de l'opposition. Tous se fondent sur la simplification manichéenne des problèmes du pays, l'exclusion politique et sociale de leurs discours, les décisions prises en coulisse, la manipulation des médias à leur disposition et l'utilisation de méthodes non démocratiques à leur convenance.

4) Nous condamnons les violations des droits humains qui ont eu lieu au sein du gouvernement de coup d'Etat dirigé par l'homme d'affaires Pedro Carmona. La répression des manifestations populaires, les raids contre les médias communautaires, la détention arbitraire et la chasse aux sorcières, montrent la nature dictatoriale du régime qui allait être mis en place dans le pays. De même nous n'oublions pas les complices et les opportunistes qui ont reconnu et salué la création d'un gouvernement de facto.

5) Nous exigeons la clarification des responsabilités des morts dans les événements du 11 avril dans le centre-ville, ainsi que les victimes des jours suivants dans le sud et l'ouest de Caracas. Nous soutenons une enquête de caractère impartial et non-gouvernemental, afin de clarifier les faits et désigner les assassins et les rendre responsables de leurs actes devant la communauté.

6) Les mobilisations qui ont eu lieu durant ces journées rappellent que la participation active consciente et responsable des gens influe sur les décisions de ceux qui sont

au pouvoir et sont le germe d'une démocratie directe et autogérée. À cet égard, les anarchistes réaffirment leur engagement envers des processus horizontaux, autonomes et coopératifs visant à l'auto-organisation de la société pour résoudre ses propres problèmes et pour contrer l'inégalité que favorise le capitalisme mondial actuel.